

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'euros, sauf indications contraires)

	30/06/2004	30/06/2003	31/12/2003
Chiffre d'affaires	6 794	6 350	13 658
Coût des biens vendus	(4 585)	(4 361)	(9 088)
Frais administratifs et commerciaux	(892)	(875)	(1 750)
Résultat brut d'exploitation	1 317	1 114	2 820
Dotation aux amortissements des immobilisations	(441)	(444)	(886)
Résultat d'exploitation courant	876	670	1 934
Plus-(moins-) values de cession	13	8	299
Autres produits (charges)	(41)	(73)	(177)
Résultat d'exploitation	848	605	2 056
Frais financiers nets	(216)	(302)	(568)
Résultat des sociétés intégrées avant impôts, amortissement des écarts d'acquisition et intérêts minoritaires	632	303	1 488
Impôts	(158)	(63)	(425)
Résultat net des sociétés intégrées avant amortissement des écarts d'acquisition et intérêts minoritaires	474	240	1 063
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	43	5	37
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	(66)	(60)	(135)
Intérêts minoritaires	(75)	(37)	(237)
Résultat net part du groupe	376	148	728
Résultat par action (euros)	2,26	1,13	4,92
Résultat dilué par action (euros)	2,20	1,12	4,77
Nombre moyen d'actions (milliers)	166 452	130 959	147 949

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en millions d'euros)

	30/06/2004	30/06/2003	31/12/2003
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D' EXPLOITATION			
Résultat net part du groupe	376	148	728
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés aux opérations d'exploitation :</i>			
Intérêts minoritaires	75	37	237
Dotation aux amortissements des immobilisations et des écarts d'acquisition	507	504	1 021
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	(37)	3	(11)
Plus- et (moins-) values de cession	(13)	(8)	(299)
Impôts différés et provisions fiscales	(55)	(82)	15
Divers	50	14	108
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations d'exploitation	(219)	(237)	290
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	684	379	2 089
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Investissements industriels	(362)	(295)	(864)
Acquisitions de titres d'entreprises consolidées (1)	(249)	(72)	(218)
Acquisitions de titres d'entreprises non consolidées	(8)	(5)	(102)
Cessions d'actifs (2)	70	88	603
(Augmentation) Diminution nette des prêts et autres débiteurs à long terme	(56)	7	(92)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(605)	(277)	(673)
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentations de capital	215	16	1 438
(Acquisitions) Cessions en numéraire d'autocontrôle	-	5	-
Augmentation (Diminution) des autres fonds propres	-	-	-
Dividendes versés (y compris ceux versés aux minoritaires des filiales)	(456)	(376)	(395)
Augmentation de la dette à long terme	597	209	173
Remboursement de la dette à long terme	(503)	(228)	(2 042)
Augmentation (Diminution) de la dette à court terme	(135)	292	(40)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(282)	(82)	(866)
Variation de trésorerie	(203)	20	550
Incidence des variations des cours des devises sur la trésorerie	16	(25)	(105)
Reclassement des titres d'autocontrôle	-	-	80
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	1 634	1 109	1 109
Trésorerie à la clôture de l'exercice	1 447	1 104	1 634
(1) Dont trésorerie des entreprises acquises	44	20	25
(2) Dont trésorerie des entreprises cédées	-	-	4

BILAN CONSOLIDE*(en millions d'euros)*

ACTIF	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
Ecarts d'acquisition	4 209	4 149	4 327
Immobilisations incorporelles	2 919	2 823	2 701
Immobilisations corporelles	10 900	10 402	10 981
Titres mis en équivalence	427	383	633
Autres titres de participation	570	481	459
Prêts et autres débiteurs à long terme	896	810	870
Actif immobilisé	19 921	19 048	19 971
Stocks et travaux en cours	1 548	1 422	1 596
Clients et comptes rattachés	2 311	1 754	2 212
Autres créances	702	977	1 028
Trésorerie*	1 447	1 634	1 104
Actif circulant	6 008	5 787	5 940
Total de l'actif	25 929	24 835	25 911
PASSIF	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
Capital	684	669	532
Primes	5 994	5 798	4 546
Réserves et résultat consolidés	4 047	4 053	3 388
Ecarts de conversion	(2 171)	(2 335)	(1 939)
Capitaux propres part du groupe	8 554	8 185	6 527
Intérêts minoritaires	2 431	2 191	2 081
Autres fonds propres	118	118	130
Fonds propres de l'ensemble consolidé	11 103	10 494	8 738
Impôts différés	877	870	911
Provisions pour risques et charges	1 925	1 857	1 809
Dettes financières à long terme	7 399	7 370	10 212
Fournisseurs et comptes rattachés	1 348	1 234	1 137
Autres créditeurs	1 765	1 685	2 101
Part à court terme de la dette à long terme	1 279	985	567
Concours bancaires courants	233	340	436
Dettes à court terme	4 625	4 244	4 241
Total du passif	25 929	24 835	25 911

*Au 30 juin 2004 et au 31 décembre 2003, le poste "trésorerie" inclut pour respectivement 70 millions d'euros et 71 millions d'euros, les actions propres destinées à couvrir les plans d'options d'achat d'actions

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE

	Actions en circulation	Actions d'auto- contrôle	Capital	Primes	Réserves	Ecart de conversion	Capitaux propres - Part du Groupe
	(en nombre d'actions)		(en millions d'euros)				
Solde au 31 Décembre 2002	132 880 433	1 920 959	532	4 546	3 548	(1 645)	6 981
Résultat net de l'exercice					728		728
Dividendes versés					(303)		(303)
Augmentation de capital	31 831 528		127	1 135			1 262
Augmentation de capital (plan de réinvestissement des dividendes)	2 391 039		10	111			121
Exercice de stock options	114 813			6			6
Actions d'autocontrôle*		(1 122 989)			80		80
Variations des écarts de conversion						(690)	(690)
Solde au 31 Décembre 2003	167 217 813	797 970	669	5 798	4 053	(2 335)	8 185
Résultat net de l'exercice					376		376
Dividendes versés					(382)		(382)
Augmentation de capital (plan de réinvestissement des dividendes)	3 483 477		14	195			209
Exercice de stock options	36 802		1	1			2
Variations des écarts de conversion						164	164
Solde au 30 Juin 2004	170 738 092	797 970	684	5 994	4 047	(2 171)	8 554

* au 31 décembre 2003, les actions propres destinées à couvrir les plans d'achat d'options ont été reclassées en valeurs mobilières de placement

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2004

(en millions d'euros sauf indication contraire)

1- PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés du groupe sont établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France tels que décrits dans la note 2 des comptes consolidés du Document de Référence.

2- INFORMATION SECTORIELLE, PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET ZONE GEOGRAPHIQUE

Un secteur d'activité est un sous-ensemble d'une entreprise pour lequel une information financière distincte est disponible et régulièrement revue par la direction de l'entreprise, en vue de lui affecter des ressources et d'évaluer sa performance économique.

L'activité du groupe comprend quatre branches d'activité (Ciment, Granulats et Béton, Toiture, Plâtre) qui sont organisées en entités opérationnelles stratégiques gérées séparément, ayant chacune leurs propres besoins en capitaux et leur propre stratégie marketing.

Chaque entité opérationnelle est gérée séparément car chaque activité exploite, fabrique et vend des produits spécifiques.

La direction évalue la performance des unités à partir du résultat d'exploitation courant (défini comme le résultat d'exploitation avant plus et moins-values de cession et autres produits et charges) et des capitaux investis (définis comme la somme des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles, des titres mis en équivalence et du besoin en fonds de roulement) tels que présentés dans l'information sectorielle.

La branche Ciment produit et vend une large gamme de ciments et de liants hydrauliques adaptés aux besoins du secteur de la construction.

La branche Granulats et Béton produit et vend des granulats, du béton prêt à l'emploi, des produits dérivés du béton, et des autres produits et services pour l'activité de revêtement routier.

Les principales activités de la branche Toiture sont les tuiles, les accessoires pour toitures et les conduits de cheminées.

La branche Plâtre fabrique et vend des doublages et habillages muraux pour les secteurs de la construction à usage commercial et d'habitation.

Les principes comptables retenus pour la détermination des résultats des différents secteurs sont identiques à ceux qui sont présentés dans la note 2 des comptes consolidés du Document de Référence.

(a) Information sectorielle par secteur d'activité

(en millions d'euros)	Ciment	Granulats et Béton	Toiture	Plâtre	Autres	Total
Juin 2004						
Chiffre d'affaires brut	3 552	2 107	711	679	46	7 095
Moins : inter-branche	(277)	(10)	-	(3)	(11)	(301)
Chiffre d'affaires	3 275	2 097	711	676	35	6 794
Dotation aux amortissements des immobilisations	(254)	(86)	(55)	(33)	(13)	(441)
Résultat d'exploitation courant	663	91	68	74	(20)	876
Résultat d'exploitation	649	99	57	74	(31)	848
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	23	3	8	6	3	43
Titres mis en équivalence	240	18	85	45	39	427
Ecarts d'acquisition, nets	2 435	736	787	206	45	4 209
Capitaux investis	13 088	3 305	2 239	1 197	75	19 904
Total de l'actif	15 124	4 908	2 688	1 492	1 717	25 929
Investissements industriels	208	86	32	19	17	362
Décembre 2003						
Chiffre d'affaires brut	6 945	4 483	1 510	1 204	106	14 248
Moins : inter-branche	(562)	(18)	-	(10)	-	(590)
Chiffre d'affaires	6 383	4 465	1 510	1 194	106	13 658
Dotation aux amortissements des immobilisations	(491)	(192)	(116)	(66)	(21)	(886)
Résultat d'exploitation courant	1 466	283	142	84	(41)	1 934
Résultat d'exploitation	1 431	309	88	74	154	2 056
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	42	5	8	12	(30)	37
Titres mis en équivalence	218	15	75	42	33	383
Ecarts d'acquisition, nets	2 400	715	798	188	48	4 149
Capitaux investis	12 324	3 080	2 180	1 123	284	18 991
Total de l'actif	14 365	4 617	2 592	1 381	1 880	24 835
Investissements industriels	502	172	88	58	44	864
Juin 2003						
Chiffre d'affaires brut	3 294	1 989	679	598	68	6 628
Moins : inter-branche	(263)	(9)	0	(5)	(1)	(278)
Chiffre d'affaires	3 031	1 980	679	593	67	6 350
Dotation aux amortissements des immobilisations	(249)	(94)	(56)	(33)	(12)	(444)
Résultat d'exploitation courant	561	52	37	38	(18)	670
Résultat d'exploitation	444	44	13	35	69	605
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	15	2	5	5	(22)	5
Titres mis en équivalence	250	15	75	43	250	633
Ecarts d'acquisition, nets	2 493	749	836	183	66	4 327
Capitaux investis	13 080	3 311	2 390	1 230	229	20 240
Total de l'actif	15 665	5 005	2 711	1 447	1 083	25 911
Investissements industriels	181	52	24	25	13	295

(b) Information sectorielle par zone géographique

(en millions d'euros)	Juin 2004			Décembre 2003			Juin 2003		
	Chiffre d'affaires	Immobilisations corporelles	Capitaux investis	Chiffre d'affaires	Immobilisations corporelles	Capitaux investis	Chiffre d'affaires	Immobilisations corporelles	Capitaux investis
Europe occidentale	2 990	4 255	8 498	5 776	4 309	8 532	2 852	4 319	8 789
<i>dont :</i>									
<i>France</i>	1 175	1 051	1 317	2 036	1 074	1 611	1 051	1 045	1 349
<i>Allemagne</i>	282	811	1 136	624	841	1 137	279	859	1 188
<i>Espagne</i>	231	267	952	464	270	938	232	269	1 110
<i>Royaume-Uni</i>	681	1 058	2 645	1 376	1 039	2 460	699	1 060	2 550
Amérique du nord	1 645	2 769	4 567	3 840	2 621	4 230	1 601	2 868	4 858
<i>dont :</i>									
<i>Etats-Unis</i>	1 121	2 094	3 445	2 549	1 931	3 160	1 134	2 149	3 683
<i>Canada</i>	524	675	1 122	1 291	690	1 070	467	719	1 175
Bassin méditerranéen	259	510	899	530	501	861	251	564	949
Europe centrale et de l'est	332	663	1 153	696	644	1 098	291	669	1 082
Amérique latine	284	394	867	613	384	861	297	401	872
Afrique	557	501	958	921	468	913	429	556	946
Asie/Pacifique	727	1 808	2 962	1 282	1 475	2 496	629	1 604	2 744
Total	6 794	10 900	19 904	13 658	10 402	18 991	6 350	10 981	20 240

3- IMPOTS SUR LES BENEFICES

Lafarge avait reçu l'agrément du ministère de l'Economie et des Finances pour se placer sous le régime du bénéfice mondial consolidé (article 209 quinquies du Code général des impôts) jusqu'au 31 décembre 2003.

Sous ce régime, la base fiscale imposable du groupe en France ne se limite pas à la seule société mère et aux filiales françaises, mais inclut également les filiales étrangères détenues à plus de 50 %.

Le résultat fiscal du groupe, déterminé sous le régime du bénéfice mondial consolidé, est obtenu par compensation des profits et pertes fiscaux de chaque entité (Lafarge S.A., filiales françaises et filiales étrangères détenues à plus de 50 %) calculés selon les règles fiscales françaises. Les filiales étrangères détenues à plus de 50 % paient leurs impôts localement. Ces montants payés à l'étranger sont déduits de l'impôt à payer en France dans le cadre du bénéfice mondial consolidé.

Cet agrément couvrait les périodes Juin 2003 et Décembre 2003 présentées dans ce rapport et a expiré le 31 décembre 2003.

La charge d'impôts sur les bénéfices de l'exercice est égale, pour les périodes antérieures au 1^{er} janvier 2004, au montant payé ou restant à payer à court terme aux administrations fiscales au titre de l'exercice en fonction des règles et des taux en vigueur dans les différents pays et compte tenu du régime décrit ci-dessus.

Lafarge a décidé de ne pas soumettre de demande de renouvellement de l'agrément au delà du 31 décembre 2003.

La charge d'impôt du premier semestre 2004 est calculée à partir du taux d'impôt en vigueur pour chaque entité ou sous-ensemble fiscal.

La charge d'impôts de la période s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/04	30/06/03	31/12/03
Impôts courants	214	129	432
Impôts différés	(56)	(66)	(7)
Impôts	158	63	425

4- INCIDENCE SUR LE BILAN DES ACQUISITIONS DE SOCIETES CONSOLIDEES

Les principales acquisitions du 1^{er} semestre 2004 concernent les sociétés suivantes :

- The Concrete Company (Ciment – Béton / USA) : cette société est consolidée par intégration globale mais n'a pas d'incidence significative sur le bilan du Groupe.
- Hupfer (Granulats – Béton / France - Suisse) : cette société sera consolidée sur le deuxième semestre 2004 par intégration globale.

Par ailleurs, le Groupe a augmenté sa participation dans les sociétés suivantes :

- Lafarge Halla Cement (Ciment / Corée) : acquisition de 10,2% portant la participation du groupe à 50,1%.
Cette société est consolidée par intégration globale sur le premier semestre 2004 alors qu'elle était consolidée par intégration proportionnelle sur l'exercice 2003. Ce changement de méthode n'a pas d'effet significatif sur le bilan du Groupe.
- Lafarge Gypsum Asie : acquisition de 14,21%.
Cette société reste consolidée par intégration globale comme en 2003.

5- EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Dettes à long et moyen terme

	30/06/04	31/12/03	30/06/03
A plus d'un an et moins de cinq ans	5 469	5 420	7 358
A plus de cinq ans	1 930	1 950	2 854
TOTAL	7 399	7 370	10 212

Au 30 juin 2004, 561 millions d'euros de dettes à court terme (essentiellement des billets de trésorerie et papier commercial) ont été classées en dettes à moyen terme par adossement à des lignes de crédit confirmées, le groupe ayant la capacité de les refinancer, à tout moment, à long terme.

Taux d'intérêt moyen instantané

Le taux d'intérêt moyen instantané de l'endettement brut au 30 juin 2004 s'établit à 5,5% (5,8 % au 31 décembre 2003).

6- CREANCES CLIENTS

En janvier 2000, le groupe a conclu des programmes pluriannuels de cession de créances commerciales, sans recours, sous forme de titrisation. Le poste "Clients et comptes rattachés" est présenté net des encours de créances cédées pour un montant de 431 millions d'euros au 30 juin 2004 (352 millions d'euros au 31 décembre 2003, 414 millions d'euros au 30 juin 2003).

Les programmes font l'objet de dépôts subordonnés comptabilisés en dépôts et cautionnements s'élevant à 110 millions d'euros au 30 juin 2004 (103 millions d'euros au 31 décembre 2003, 93 millions d'euros au 30 juin 2003).

Le groupe ne détient pas de titres des véhicules de titrisation.

7- ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les procédures mises en place par le groupe permettent de recenser l'ensemble des principaux engagements du groupe et de ne pas omettre d'engagements significatifs.

a) Hypothèques et nantissements

Les nantissements de titres et d'actifs, les hypothèques et les cautions et garanties données représentent les montants suivants :

(en millions d'euros)	30/06/04	31/12/03
Nantissement de titres et d'actifs	6	18
Hypothèques	876	603
Cautions et autres garanties données	183	191
TOTAL	1 065	812

b) Obligations contractuelles

Les obligations contractuelles représentent au 30 juin 2004 les montants suivants :

(en millions d'euros)	Paiements dus par période				
	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	Total 30/06/04	31/12/03
Dette brute	1 512	5 469	1 930	8 911	8 695
Obligations en matière de location financement	3	8	20	31	32
Locations d'exploitation	123	325	244	692	723
Engagements d'investissements industriels et autres engagements d'achats	427	274	186	887	782
Autres engagements	18	22	2	42	92
TOTAL	2 083	6 098	2 382	10 563	10 324

Le groupe loue des terrains, carrières, constructions et équipements en location d'exploitation. La charge locative relative aux exercices clos les 30 juin 2004, 31 décembre 2003 et 31 décembre 2002, s'élève respectivement à 71 millions d'euros, 133 millions d'euros, et 84 millions d'euros.

c) Autres engagements commerciaux

Le montant des autres engagements commerciaux est présenté ci-dessous :

(en millions d'euros)	30/06/04	31/12/03
Lignes de crédit confirmées non utilisées	3 671	3 381
Obligations de rachat	348	448
TOTAL	4 019	3 829

Dans le cadre de l'acquisition de certaines entreprises consolidées, le groupe a consenti à des actionnaires tiers des options de vente de leur participation à un prix déterminé en fonction de la valeur de marché. Ces actionnaires sont, soit des institutions internationales telles que la Banque européenne de reconstruction et de développement, soit des investisseurs privés financiers ou industriels, voire les anciens actionnaires des entités considérées. L'exercice de ces options augmenterait le pourcentage de détention du groupe dans le capital de ces sociétés.

Dans l'hypothèse où l'ensemble de ces options serait exercé, la valeur d'achat, y compris dette nette acquise, s'élèverait à 348 millions d'euros en valeur au 30 juin 2004. En 2004 et 2005, une partie de ces options est exerçable pour des montants respectifs, en valeur au 30 juin 2004, de 89 millions d'euros et 116 millions d'euros. Le solde, soit 143 millions d'euros, est exerçable à partir de 2006.

En août 2004, l'option de vente accordée à Soquimich, une société chilienne, portant sur 14,05% des actions de la société "Empresas Melon SA" d'un montant de 48 millions d'euros a été annulée suite au transfert des actions à d'autres minoritaires.

En relation avec l'acquisition de Blue Circle le 11 juillet 2001, Lafarge S.A. a donné à Lafarge North America (anciennement Lafarge Corporation) le droit d'acheter certaines activités de ciment et de matériaux de construction en Amérique du Nord qui appartenaient à BCI. L'option d'achat sur ces actifs est exerçable entre le 1er juillet 2002 et le 31 décembre 2004 pour un prix de 1 400 millions de dollars US, sujet à certains ajustements à la date d'acquisition. L'exercice de cette option par Lafarge North America n'aurait pas d'impact sur les comptes consolidés.

8- LITIGES

Le 3 décembre 2002, Lafarge a fait l'objet d'une décision de la Commission européenne lui imposant une amende de 250 millions d'euros au motif que certaines de ses filiales auraient participé avec leurs concurrents, entre 1992 et 1998, à des répartitions de marché ainsi qu'à des concertations sur les prix de la plaque de plâtre, essentiellement au Royaume-Uni et en Allemagne. Lafarge conteste vigoureusement cette décision et a déposé un recours auprès du tribunal de première instance (TPI) à Luxembourg, le 14 février 2003. La procédure est actuellement en cours devant le TPI. Elle devrait durer plusieurs années au regard des durées d'autres affaires comparables. En contrepartie de la fourniture d'une garantie bancaire, aucun paiement ne sera exigible avant la décision du TPI.

A la suite d'enquêtes sur le marché allemand du ciment, les autorités allemandes de la concurrence (le Bundeskartellamt) ont imposé, le 14 avril 2003, des amendes aux principaux cimentiers en Allemagne, dont l'une d'un montant de 86 millions d'euros à Lafarge Zement, la filiale cimentière du groupe en Allemagne, au titre de prétendues pratiques anticoncurrentielles en Allemagne. Lafarge Zement estime que le montant de l'amende est disproportionné au regard des faits et a formé un recours contre cette décision auprès du tribunal supérieur (le Oberlandesgericht) de Düsseldorf. La décision du tribunal n'est pas attendue avant plusieurs années. Aucun paiement ou garantie n'est dû avant la décision du tribunal.

Un montant de 300 millions d'euros a été provisionné dans les comptes clos au 31 décembre 2002 au titre de ces litiges, ainsi qu'un montant de 9 millions d'euros au 31 décembre 2003 et de 5 millions au 30 juin 2004 au titre des intérêts sur l'amende de la Commission Européenne.

Le 28 mars 2001, Dunn Industrial Group Inc. (Dunn Industrial) a assigné Lafarge North America et la commune de Sugar Creek, Missouri, devant le tribunal (Circuit Court) du comté de Jackson, Missouri. Selon Dunn Industrial, maître d'oeuvre de la construction de la nouvelle cimenterie de Lafarge North America à Sugar Creek, Missouri, Lafarge North America a étendu la nature des travaux à réaliser par Dunn Industrial sans rallonger les délais de réalisation ou augmenter le prix à payer au titre de ces travaux. Dans son assignation, Dunn Industrial soutient qu'il y a eu rupture du contrat et des garanties et des déclarations inexacts

et demande le paiement des services rendus, des dommages et intérêts, ainsi que le bénéfice du privilège du constructeur à l'encontre de Lafarge North America et de la commune de Sugar Creek. Le tribunal de première instance a jugé que les demandes présentées par Dunn Industrial ne nécessitaient pas de passer par une procédure d'arbitrage avant d'être plaidées devant le tribunal. En décembre 2002, la cour d'appel du Missouri a cassé la décision du tribunal, donnant droit à la demande de Lafarge North America à ce que les prétentions de Dunn Industrial fassent l'objet d'une procédure d'arbitrage. Statuant sur un pourvoi déposé par Dunn Industrial, la cour suprême de l'Etat du Missouri a confirmé la décision de la cour d'appel selon laquelle les prétentions de Dunn Industrial doivent faire l'objet d'une procédure d'arbitrage. Dans le cadre de la procédure d'arbitrage, Dunn Industrial demande plus de 120,5 millions de dollars US de dommages et intérêts. Lafarge North America a déposé des demandes reconventionnelles, estimant que les demandes de Dunn Industrial ne sont pas fondées et oppose une défense vigoureuse dans le cadre de la procédure d'arbitrage.

Une des anciennes filiales du groupe aux Pays-Bas Tollens Coatings B.V., est l'un des défendeurs à l'action intentée en 1990 par le gouvernement en raison du déversement de certains déchets dans le canal de Lekkerkerk, entre 1968 et 1971. À cette époque, Tollens Coatings B.V. avait une usine de fabrication de peinture et avait chargé une autre société de transporter et d'éliminer les déchets produits par l'usine. Le gouvernement réclame 160 000 000 florins (soit environ 72,6 millions d'euros) de dédommagement, plus les intérêts. Tollens Coatings B.V. soutient qu'elle n'a pas donné d'ordre à la société en cause de déverser les déchets dans le canal de Lekkerkerk et qu'elle n'avait pas été informée de ces agissements. Avec l'accord des parties, la procédure, qui est toujours au stade de la première instance, a été renvoyée plusieurs fois par le tribunal. Depuis 1993, aucun acte n'a été déposé. En juillet 2001, l'État néerlandais a pris des mesures pour interrompre la prescription sans autre action de leur part. Le litige reste donc en suspens à ce jour. Tollens Coating B.V. a été cédée avec la branche Matériaux de Spécialité. Cependant, dans le cadre des accords de cession et de l'accord conclu lors de la cession de Materis Participations à LBO France, le groupe a garanti l'acquéreur contre toute conséquence financière éventuelle résultant de ce litige.

Enfin, certaines filiales du groupe font l'objet de litiges et de réclamation dans le cours normal de leurs affaires. Le règlement de ces litiges ne devrait pas avoir d'incidence significative sur les comptes de la société.

9- TRANSITION AUX NORMES IFRS

En application du Règlement n° 1606/2002 du Conseil Européen adopté le 19 juillet 2002, les sociétés cotées sur un marché réglementé de l'un des Etats Membres devront préparer, à compter des exercices ouverts à partir du 1er janvier 2005, leurs états financiers consolidés selon les *International Accounting Standards* adoptés au niveau européen (normes IAS ou normes IFRS⁽¹⁾). En conséquence, les comptes consolidés 2005 du groupe seront élaborés conformément à ce corps de normes, qui requiert également un comparatif avec les comptes de l'exercice 2004 établis selon les mêmes principes.

Afin de publier cette information comparative, le groupe préparera un bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2004, point de départ pour appliquer les normes IFRS telles que publiées au 31 mars 2004 (y compris IAS 39 révisée sur les instruments financiers et IFRS 3 sur les regroupements d'entreprises).

Compte tenu des conséquences potentielles de ce changement de référentiel, le groupe a mis en place dès le dernier trimestre 2002 une structure de projet consacrée au processus de conversion. Cette structure comprend :

- une équipe projet assistée de consultants externes spécialisés ;
- des groupes de travail constitués, selon les thèmes, de représentants opérationnels et fonctionnels du groupe ;
- un Comité de pilotage.

Les travaux menés depuis ont couvert les phases suivantes :

- diagnostic des divergences entre les normes IFRS (sur la base des textes publiés par l'IASB au 31 mars 2004) et les normes françaises actuellement appliquées par le groupe et plus particulièrement des problématiques applicables aux différents métiers du groupe ;
- rédaction d'un manuel de principes comptables groupe précisant les modalités d'application des IFRS en fonction des spécificités métiers de chacune des branches ;
- analyse et réalisation des adaptations nécessaires des systèmes d'information ;
- formation des équipes contribuant à l'élaboration des états financiers consolidés.

Les travaux restant à accomplir d'ici la transition sont :

- préparation du bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2004 et des impacts de la transition sur le résultat de l'année ;
- finalisation des développements réalisés sur le logiciel de consolidation du groupe.

Les différentes étapes du projet font l'objet d'une validation par les Commissaires aux Comptes.

Les thèmes majeurs relatifs à la transition aux normes IFRS sont les suivants :

- Problématiques liées à la première application des normes IFRS (application d'IFRS 1) :

✓ Engagements sociaux

Les méthodes d'évaluation des engagements sociaux retenues dans les comptes français, telles que décrites dans la note 2(o) sur les principes comptables du document de référence 2003, sont proches de celles édictées par la norme IAS 19 révisée. Concernant les pertes et gains résultant de changement d'hypothèses actuarielles sur les engagements de retraite postérieurs au 1^{er} janvier 2004, le groupe maintiendra la méthode actuelle dite du « corridor ». Par ailleurs, le groupe comptabilisera en capitaux propres au 1^{er} janvier 2004 les écarts actuariels non comptabilisés au 31 décembre 2003, comme cela est permis par la norme IFRS 1.

✓ Ecart de conversion

Le groupe retiendra l'option offerte par la norme IFRS 1 de remettre à zéro les écarts de conversion précédemment calculés lors de la conversion des comptes des filiales étrangères en euros.

Ce traitement n'aura pas d'effet sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2004, les écarts de conversion étant compris dans cette rubrique. En cas de cession des participations, les écarts de conversion comptabilisés en résultat seront ceux générés à compter du 1^{er} janvier 2004.

✓ Autres options

Le groupe a examiné les autres options contenues dans IFRS 1 et n'attend pas d'autre effet significatif lié à ces options. Notamment, le groupe ne compte pas utiliser l'option de réévaluation de certains actifs corporels et incorporels à leur juste valeur dans le bilan d'ouverture. Par ailleurs, toutes les opérations de regroupement antérieures au 1^{er} janvier 2004 ne seront pas retraitées rétrospectivement selon les dispositions de la norme IFRS 3. Pour mémoire, le groupe applique pour l'établissement de ses comptes français la méthode de l'acquisition à toutes les opérations de regroupements depuis le 1^{er} janvier 1989.

• Comptabilisation des instruments financiers (application des normes IAS 32 et 39 révisées)

L'application des normes américaines pour les besoins de la cotation du groupe aux Etats-Unis a déjà entraîné la mise en place d'un reporting très précis sur ces types d'opérations. Le groupe attend des impacts de l'application de ces normes sur ses capitaux propres d'ouverture relatifs à :

- ✓ la comptabilisation des produits dérivés (change, taux, et dérivés incorporés),
- ✓ l'évaluation des titres destinés à la vente,
- ✓ la comptabilisation des actions propres : les actions propres destinées à couvrir les plans d'options d'achat d'actions comptabilisées en valeurs mobilières de placement dans les comptes consolidés français seront présentées en diminution des capitaux propres dans le bilan d'ouverture IFRS,
- ✓ la comptabilisation de l'obligation convertible OCEANE (IAS 32 impose l'inscription en capitaux propres de l'option de conversion à l'émission de l'emprunt),
- ✓ l'application de la méthode du coût amorti de la dette.

Par ailleurs, en terme d'évaluation de la dette, les opérations de titrisation seront réexaminées

• Comptabilisation des paiements sur la base d'actions (IFRS 2)

Les plans d'options d'achat ou de souscription d'actions octroyées par le groupe à ses salariés seront désormais considérés comme des compléments de rémunération accordés par l'entreprise et feront en conséquence l'objet d'une évaluation à la juste valeur et de la comptabilisation d'une charge sur la période pendant laquelle ces options ne peuvent être levées, par contrepartie des primes d'émission de l'année (pas d'effet capitaux propres totaux). Etant donné les conditions de première application de la norme IFRS 2 (options octroyées après le 7 novembre 2002 et non encore exerçables), seules les options octroyées par le groupe en décembre 2002 et décembre 2003 feront l'objet d'une comptabilisation en charges sur 2004.

• Regroupements d'entreprises, immobilisations incorporelles et dépréciation d'actifs (IFRS 3, IAS 38 et 36 révisées)

Comme indiqué précédemment, le groupe ne révisera pas les acquisitions antérieures au 1^{er} janvier 2004 pour mise en conformité avec IFRS 3 (voir modalités de première application des IFRS). Néanmoins, le groupe reconnaissait précédemment des parts de marché sur ses acquisitions dans la branche ciment. Ces parts de marché, ne répondant pas aux nouveaux critères de comptabilisation d'IAS 38 révisée, seront reclassées en écart d'acquisition pour leur valeur au 31 décembre 2003.

Enfin, les écarts d'acquisition cesseront d'être amortis à compter du 1^{er} janvier 2004 et feront l'objet d'un test annuel de dépréciation à cette date, puis ultérieurement à intervalles réguliers et ce au moins une fois par an, tel que cela est requis par la norme IAS 36 révisée (comme cela est déjà réalisé pour les besoins des comptes US GAAP).

- Comptabilisation des impôts différés dans les pays à forte inflation : conformément aux principes comptables français, le groupe ne comptabilise pas pour les besoins de ses comptes consolidés d'impôt différé sur les différences temporaires générées entre les comptes fiscaux locaux et les comptes retraités aux normes groupe dans les pays à forte inflation et comptabilisera donc par capitaux propres d'ouverture ces impôts différés, conformément à IAS 29.
- Présentation des états financiers :
Le groupe adaptera ses modèles d'états financiers pour se mettre en conformité avec les IAS / IFRS. Les principaux changements de format concernent les éléments suivants :
 - ✓ Présentation de la dotation aux amortissements des immobilisations : elle sera désormais, sur la face du compte de résultat intégrée en coût des biens vendus et frais administratifs et commerciaux selon la destination des actifs sous-jacents. Le montant global de la dotation aux amortissements des immobilisations sera indiqué dans une note annexe aux comptes ;
 - ✓ Présentation des actifs et passifs du bilan en distinguant courant / non – courant ;
 - ✓ Présentation des impôts et des intérêts financiers payés sur l'exercice sur des lignes séparées du tableau des flux de trésorerie.

Le groupe prévoit de communiquer les effets de la transition aux normes IFRS sur les états financiers 2004 (bilan d'ouverture, compte de résultat 2004 et bilan de clôture 2004) dans son document de référence de l'exercice 2004.

⁽¹⁾ *International Financial Reporting Standards* (IFRS) étant le nouveau nom des IAS depuis mai 2002.

LAFARGE

Sales and Operating income on ordinary activities as at June 30, 2004

Consolidated Figures

Sales			
(Millions of euros)	<u>2004H1</u>	<u>2003H1</u>	<u>04/03</u> (current)
<u>By geographical zone of destination</u>			
Western Europe	2 990	2 852	5%
Central and Eastern Europe	332	291	14%
Emerging Mediterranean	259	251	3%
North America	1 645	1 601	3%
Latin America & the Caribbean	284	297	-4%
Sub Saharan Africa/Indian Ocean/Others	557	429	30%
Asia /Pacific	727	629	16%
<u>By business line</u>			
Cement	3 275	3 031	8%
Aggregates & Concrete	2 097	1 980	6%
Roofing	711	679	5%
Gypsum	676	593	14%
Others	35	67	-48%
Total	6 794	6 350	7%

Operating income on ordinary activities			
(Millions of euros)	<u>2004H1</u>	<u>2003H1</u>	<u>04/03</u> (current)
Western Europe	450	383	17%
North America	59	11	436%
Central and Eastern Europe	48	24	100%
Emerging Mediterranean	74	46	61%
Asia/Pacific	76	53	43%
Latin America & the Caribbean	77	82	-6%
Sub Saharan Africa/Indian Ocean/Others	92	71	30%
<u>By business line</u>			
Cement	663	561	18%
Aggregates & Concrete	91	52	75%
Roofing	68	37	84%
Gypsum	74	38	95%
Others	-20	-18	-11%
Total Operating income on ordinary activities	876	670	31%

LAFARGE

Sales and Operating income on ordinary activities as at June 30, 2004

Cement

Volumes by destination (adjusted for the contributions of our proportionally consolidated subsidiaries)				
(millions of tonnes)	<u>2004H1</u>	<u>2003H1</u>	<u>04/03</u> (current)	<u>04/03</u> (like for like)
Western Europe	15,7	15,2	3%	
Central and Eastern Europe	4,7	3,6	31%	
Emerging Mediterranean	4,9	4,8	2%	
North America	9,1	7,7	18%	
Latin America & the Caribbean	3,0	3,0	0%	
Sub Saharan Africa/ Indian Ocean	6,1	5,3	15%	
Asia/Pacific	14,3	11,3	27%	
Total	57,8	50,9	14%	7%

Sales after elimination of inter divisional sales by geographical zone of destination				
(Millions of euros)	<u>2004H1</u>	<u>2003H1</u>	<u>04/03</u> (current)	<u>04/03</u> (like for like)
Western Europe	1 103	1 049	5%	
Central and Eastern Europe	208	171	22%	
Emerging Mediterranean	212	207	2%	
North America	574	587	-2%	
Latin America & the Caribbean	180	202	-11%	
Sub Saharan Africa/ Indian ocean	452	363	25%	
Asia/Pacific	546	452	21%	
Total consolidated sales	3 275	3 031	8%	12%

Sales before elimination of inter divisional sales by origin				
(Millions of euros)	<u>2004H1</u>	<u>2003H1</u>	<u>04/03</u> (current)	<u>04/03</u> (like for like)
Western Europe	1 227	1 175	4%	
Central and Eastern Europe	211	179	18%	
Emerging Mediterranean	205	189	8%	
North America	652	661	-1%	
Latin America & the Caribbean	223	226	-1%	
Sub Saharan Africa/Indian ocean/Others	495	420	18%	
Asia/Pacific	539	444	21%	
Total before elimination of inter-divisional sales	3 552	3 294	8%	12%

Operating income on ordinary activities				
(Millions of euros)	<u>2004H1</u>	<u>2003H1</u>	<u>04/03</u> (current)	<u>04/03</u> (like for like)
Western Europe	287	261	10%	
North America	58	54	7%	
Central and Eastern Europe	40	25	60%	
Emerging Mediterranean	69	46	50%	
Asia/Pacific	65	42	55%	
Latin America & the Caribbean	72	77	-6%	
Sub Saharan Africa/Indian ocean/Others	72	56	29%	
Total	663	561	18%	22%

LAFARGE

Sales and Operating income on ordinary activities as at June 30, 2004

Aggregates & Concrete

Volumes by destination (adjusted for the contributions of our proportionally consolidated subsidiaries)				
Aggregates (millions of tonnes)	<u>2004H1</u>	<u>2003H1</u>	<u>04/03</u> (current)	<u>04/03</u> (like for like)
Western Europe	38,4	37,2	3%	
North America	54,1	45,9	18%	
Other countries	9,8	8,2	20%	
Total	102,3	91,3	12%	10%

Concrete (millions of cbm)	<u>2004H1</u>	<u>2003H1</u>	<u>04/03</u> (current)	<u>04/03</u> (like for like)
Western Europe	7,4	7,1	4%	
North America	5,5	4,7	17%	
Other countries	4,8	4,6	4%	
Total	17,7	16,4	8%	8%

Sales after elimination of inter divisional sales by geographical zone of destination				
(Millions of euros)	<u>2004H1</u>	<u>2003H1</u>	<u>04/03</u> (current)	<u>04/03</u> (like for like)
Aggregates & related products	880	834	6%	
Ready-mix concrete & concrete products	1 217	1 146	6%	
Total Aggregates & Concrete	2 097	1 980	6%	8%
of which				
Western Europe	953	920	4%	
North America	888	834	6%	
Other countries	256	226	13%	

Sales before elimination of inter divisional sales by origin				
(Millions of euros)	<u>2004H1</u>	<u>2003H1</u>	<u>04/03</u> (current)	<u>04/03</u> (like for like)
Total Aggregates & Concrete	2 107	1 989	6%	8%
Aggregates & related products	1 036	978	6%	7%
of which pure aggregates	Total	826	752	10%
Western Europe	419	392	7%	
North America	349	313	12%	
other countries	58	47	23%	
Ready-mix concrete & concrete products	1 225	1 152	6%	10%
of which Ready-mix	Total	1 161	1 073	8%
Western Europe	554	522	6%	
North America	398	363	10%	
other countries	209	188	11%	
Elimination intra A&C	-154	-141	9%	

Operating income on ordinary activities				
(Millions of euros)	<u>2004H1</u>	<u>2003H1</u>	<u>04/03</u> (current)	<u>04/03</u> (like for like)
Aggregates & related products	46	23	100%	
Ready-mix concrete & concrete products	45	29	55%	
Total Aggregates & Concrete	91	52	75%	57%
of which				
Western Europe	80	73	10%	
North America	-8	-29	72%	
other countries	19	8	138%	

LAFARGE

Sales and Operating income on ordinary activities as at June 30, 2004

Gypsum

Volumes of gypsum wallboard (adjusted for the contributions of our proportionally consolidated)				
(millions of m ²)	<u>2004H1</u>	<u>2003H1</u>	<u>04/03</u> (current)	<u>04/03</u> (like for like)
Total	336	307	9%	10%

Sales (after elimination of inter divisional sales by destination)				
(Millions of euros)	<u>2004H1</u>	<u>2003H1</u>	<u>04/03</u> (current)	<u>04/03</u> (like for like)
Total	676	593	14%	14%
of which Western Europe	380	344	10%	
of which North America	125	107	17%	
of which other countries	171	142	20%	

Sales (before elimination of inter divisional sales by origin)				
(Millions of euros)	<u>2004H1</u>	<u>2003H1</u>	<u>04/03</u> (current)	<u>04/03</u> (like for like)
Total	679	593	15%	14%
of which Western Europe	392	354	11%	
of which North America	125	107	17%	
of which other countries	162	132	23%	

Operating income on ordinary activities				
(Millions of euros)	<u>2004H1</u>	<u>2003H1</u>	<u>04/03</u> (current)	<u>04/03</u> (like for like)
Total	74	38	95%	92%
of which Western Europe	46	37	24%	
of which North America	5	-13	n/a	
of which other countries	23	14	64%	

LAFARGE

Sales and Operating income on ordinary activities as at June 30, 2004

Roofing

Volumes by destination (adjusted for the contributions of our proportionally consolidated subsidiaries)					
		<u>2004H1</u>	<u>2003H1</u>	<u>04/03</u> (current)	<u>04/03</u> (like for like)
Concrete roof tiles	(millions of m ²)	61.0	57.6	6%	6%
Western Europe (1)		28,7	28,7	0%	
North America		11,0	9,3	18%	
other countries (1)		21,3	19,6	9%	
Clay roof tiles	(millions of m ²)	12.6	11.8	7%	6%
Western Europe		11,6	11,1	5%	
other countries		1	0,7	43%	
Chimneys	(kms)	1 402	1 269	10%	11%

Sales (after elimination of inter divisional sales by destination)					
(Millions of Euros)		<u>2004H1</u>	<u>2003H1</u>	<u>04/03</u> (current)	<u>04/03</u> (like for like)
Total		711	679	5%	6%
Western Europe		534	518	3%	
"	Germany	192	189	2%	
	Other countries	342	329	4%	
Other countries		177	161	10%	

Sales (before elimination of inter divisional sales by origin)					
(Millions of Euros)		<u>2004H1</u>	<u>2003H1</u>	<u>04/03</u> (current)	<u>04/03</u> (like for like)
Total		711	679	5%	6%
of which concrete roof tiles	Western Europe	249	245	2%	
"	North America	53	50	6%	
	Other countries	52	49	6%	
of which clay roof tiles		129	121	7%	
of which chimneys (2)		86	78	10%	
of which other roofing products		142	136	4%	

(1) 2003 figures were restated with the correct split of BRAMAC sales

(2) Including the "other roofing products" of the Chimmey business

Operating income on ordinary activities					
(Millions of euros)		<u>2004H1</u>	<u>2003H1</u>	<u>04/03</u> (current)	<u>04/03</u> (like for like)
Total		68	37	84%	87%
Western Europe		53	26	104%	
	of which Germany	21	6	250%	
	of which other countries	32	20	60%	
Others		15	11	36%	

LAFARGE

Sales and Operating income on ordinary activities as at June 30, 2004

Others

Sales (after elimination of inter divisional sales by destination)			
(Millions of euros)	<u>2004H1</u>	<u>2003H1</u>	<u>04/03</u> (current)
Others	35	67	-48%
<u>Total</u>	<u>35</u>	<u>67</u>	-48%

Operating income on ordinary activities			
(Millions of euros)	<u>2004H1</u>	<u>2003H1</u>	<u>04/03</u> (current)
Others	-20	-18	-11%
<u>Total</u>	<u>-20</u>	<u>-18</u>	-11%

LAFARGE

Sales and Operating income on ordinary activities as at June 30, 2004

BCI total contribution

Sales	2004H1	2003H1	04/03
(Millions of euros)			(current)
<u>By geographical zone of destination</u>			
Western Europe	508	505	1%
Central and Eastern Europe	3	4	-25%
Emerging Mediterranean	13	12	8%
North America	349	312	12%
Latin America & the Caribbean	99	88	13%
Sub Saharan Africa/Indian Ocean	156	121	29%
Asia/Pacific	220	227	-3%
<u>By business line</u>			
Cement	1 037	991	5%
Aggregates & Concrete	298	266	12%
Others	13	12	8%
Total	1 348	1 269	6%

Estimated effect of former BCI units on Lafarge Group	2004H1	2003H1	04/03
(Millions of euros)			(current)
<u>Operating Income on Ordinary Activities</u>			
Western Europe	92	93	-1%
North America	22	16	38%
Central and Eastern Europe	0	0	n/a
Emerging Mediterranean	4	0	n/a
Asia/Pacific	32	25	28%
Latin America & the Caribbean	21	20	5%
Sub Saharan Africa/Indian Ocean/Others	11	12	-8%
<u>By business line</u>			
Cement	162	149	9%
Aggregates & Concrete	12	9	33%
Others	8	8	0%
Total Operating income on ordinary activities	182	166	10%

LAFARGE

Sales and Operating income on ordinary activities as at June 30, 2004

BCI contribution Cement

Volumes by destination (adjusted for the contributions of our proportionally consolidated subsidiaries)			
(millions of tonnes)	<u>2004H1</u>	<u>2003H1</u>	<u>04/03</u> (current)
Western Europe	6,2	6,3	-2%
Central and Eastern Europe	0,1	0,1	0%
Emerging Mediterranean	0,4	0,5	-20%
North America	3,3	2,4	38%
Latin America & the Caribbean	0,7	0,7	0%
Sub Saharan Africa/ Indian Ocean	1,9	1,8	6%
Asia/Pacific	4,8	4,7	2%
Total	17,4	16,5	5%

Sales after elimination of intra company transactions / by geographical zone of destination			
(Millions of euros)	<u>2004H1</u>	<u>2003H1</u>	<u>04/03</u> (current)
Western Europe	468	462	1%
Central and Eastern Europe	3	4	-25%
Emerging Mediterranean	13	12	8%
North America	184	173	6%
Latin America & the Caribbean	35	34	3%
Sub Saharan Africa/Indian ocean/Others	156	121	29%
Asia/Pacific	178	185	-4%
Total consolidated sales	1 037	991	5%

Estimated effect of former BCI units on Lafarge Group Operating Income on Ordinary Activities			
(Millions of euros)	<u>2004H1</u>	<u>2003H1</u>	<u>04/03</u> (current)
Western Europe	83	84	-1%
North America	15	11	36%
Central and Eastern Europe	0	0	n/a
Emerging Mediterranean	4	0	n/a
Asia/Pacific	31	26	19%
Latin America & the Caribbean	18	16	13%
Sub Saharan Africa/Indian ocean/Others	11	12	-8%
Total	162	149	9%

LAFARGE

Sales and Operating income on ordinary activities as at June 30, 2004

BCI contribution Aggregates & Concrete

Volumes by destination (adjusted for the contributions of our proportionally consolidated subsidiaries)			
Aggregates	2004H1	2003H1	04/03
(millions of tonnes)			(current)
Western Europe	0,1	0,1	0%
North America	6,0	5,2	15%
Other countries	1,9	1,4	36%
Total	8,0	6,7	19%

Concrete	2004H1	2003H1	04/03
(millions of cbm)			(current)
Western Europe	0,7	0,6	17%
North America	1,6	1,1	45%
Other countries	2,5	2,4	4%
Total	4,8	4,1	17%

Sales after elimination of intra company transactions / by geographical zone of destination			
	2004H1	2003H1	04/03
(Millions of euros)			(current)
Aggregates & related products	35	31	13%
Ready-mix concrete & concrete products	263	235	12%
Total Aggregates & Concrete	298	266	12%
of which			
Western Europe	37	33	12%
North America	165	140	18%
Other countries	96	93	3%

Estimated effect of former BCI units on Lafarge Group Operating Income on Ordinary Activities			
	2004H1	2003H1	04/03
(Millions of euros)			(current)
Aggregates & related products	6	7	-14%
Ready-mix concrete & concrete products	6	2	200%
Total Aggregates & Concrete	12	9	33%
of which			
Western Europe	1	1	0%
North America	7	5	40%
other countries	4	3	33%
Divisional overheads			

LAFARGE

Sales and Operating income on ordinary activities as at June 30, 2004

BCI contribution Others

Sales by origin (after elimination of intra-company sales)			
(Millions of euros)	<u>2004H1</u>	<u>2003H1</u>	<u>04/03</u> (current)
Others	13	12	8%

Estimated effect of former BCI units on Lafarge Group Operating Income on Ordinary Activities			
(Millions of euros)	<u>2004H1</u>	<u>2003H1</u>	<u>04/03</u> (current)
Others	8	8	0%

LAFARGE

Group figures: Capital and development expenditure. Analysis of cash-flow statement as at June 30, 2004

H1 2004

	<u>Sustaining CAPEX</u>	<u>Internal Development</u>	<u>External Development</u>	<u>Total CAPEX</u>
Purchase of property, plant and equipment	257	71	34	362
Investments in consolidated companies			249	249
Investments in non consolidated companies			8	8
<u>Total</u>	<u>257</u>	<u>71</u>	<u>291</u>	<u>619</u>

LAFARGE

Group figures: incremental pension costs

Operating income on ordinary activities: incremental pension costs		
(Millions of euros)	<u>2004H1</u>	<u>2003H1</u>
<u>By business line</u>		
Holding level	1	29
Cement	5	8
Aggregates & Concrete	6	6
Gypsum	1	1
Total Operating income on ordinary activities	13	44